

(AE) MÉDITERRANÉE: les ministres du dialogue '5+5' abordent les grands sujets de coopération

Bruxelles, 09/10/2015 (Agence Europe) - Les ministres des Affaires étrangères de la Méditerranée occidentale, réunis mercredi 7 octobre à Tanger sous la coprésidence marocaine et portugaise, ont réaffirmé « *le rôle clé du Dialogue '5+5' en tant que cadre informel de dialogue* ».

Cette session du Dialogue '5+5' est la 12ème et a elle regroupé les chefs de la diplomatie du Portugal, du Maroc ainsi que de l'Espagne, la France, l'Italie, Malte, la Mauritanie, l'Algérie et la Tunisie. La Libye y était représentée. La session était principalement consacrée au thème de la jeunesse, mais a permis aussi d'aborder l'ensemble des grands thèmes concernant la région (sécurité et point de la situation politique au Moyen-Orient, migration, coopération économique et sociale, changement climatique, énergie, transports, culture, tourisme, sociétés civiles etc.). Une très longue déclaration a été diffusée à son issue.

Sur la jeunesse, les ministres ont souligné que « le renforcement du potentiel de la jeunesse » est un « élément fondamental » et « une priorité stratégique ». Ils ont marqué « l'importance d'inscrire la jeunesse au coeur des programmes d'échange et de coopération », notamment « en vue de favoriser la connaissance mutuelle et de faire barrage aux dérives de la radicalisation, au racisme, à la xénophobie et à l'intolérance religieuse ». En matière de coopération économique et sociale, ils ont souligné leur « détermination commune (...) en imprimant une nouvelle dynamique ». Ils ont appelé au développement des partenariats avec le reste de l'Afrique et « saluent les différentes initiatives visant à renforcer l'intégration et la coopération » entre leur pays et l'Afrique.

Sur la Libye, les ministres ont réaffirmé leur soutien au processus en cours sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU, comme celui initié par le Maroc dans le cadre du « processus de Skhirat ». Les dix ministres ont « confirmé leur volonté d'assister la Libye dans le processus, qui ne peut plus être retardé, de réconciliation, réhabilitation et stabilisation du pays ». En examinant la situation au Moyen-Orient, ils ont exprimé leur « vive préoccupation face à la multiplication des violentes tensions » actuelles et « déploré l'absence de progrès » pour résoudre ce conflit. La Syrie a été évoquée et, dans leur déclaration, les '5+5' soulignent « la gravité de la situation, condamnent toutes les violences visant les populations civiles et rappellent la nécessité de traiter le problème syrien dans toutes ses dimensions (...) surtout politiques ». Ils « interpellent la communauté internationale sur la nécessité d'accroître l'aide aux pays qui consentent des efforts considérables pour accueillir les réfugiés et déplacés syriens ».

Sur le Sahel voisin, ils expriment leur « préoccupation quant à la situation humanitaire et sécuritaire » qui « appelle à une action globale de l'ensemble des acteurs ». Les ministres ont souligné « l'importance de poursuivre la mobilisation de la communauté internationale » et des « instances sous régionales » en incitant « à renforcer leurs capacités ». Un soutien au Mali dans sa lutte contre le terrorisme est déclaré, en se félicitant de « l'aboutissement de la médiation algérienne ».

Les discussions sur le terrorisme ont permis aux ministres de passer en revue le sujet. Ils ont notamment souligné « l'importance d'accorder une attention spécifique aux moyens de recrutement des groupes terroristes » en appelant à « lutter contre la radicalisation et le discours extrémiste, y compris dans les moyens de communication traditionnels et les nouveaux médias ».

Sur les migrations et les flux de demandeurs d'asile, les ministres ont déclaré leur inquiétude et reconnaissent la nécessité de parvenir à des solutions politiques aux conflits qui déchirent certains

pays pourvoyeurs de migrants et de demandeurs d'asile. Ils « conviennent de contribuer activement à la réussite du prochain Sommet euro-africain de Malte sur la question migratoire ». Ils ont affirmé être en ligne avec l'approche globale du dialogue de l'UE et l'Afrique et ils « saluent la proposition de l'Union européenne de mettre en place un Fonds fiduciaire d'urgence multi-bailleurs ».

Un plein appui est affirmé à l'UMA (Union pour le Maghreb) comme cadre pouvant servir à la « redynamisation » de l'intégration maghrébine ainsi qu'à l'UpM (Union pour la Méditerranée) dont ils saluent le « rôle moteur en tant qu'unique enceinte de coopération rassemblant l'ensemble des pays méditerranéens ». Ils rappellent qu'il est important que le secrétariat de l'UpM « continue de promouvoir des projets concrets et structurants comportant des retombées positives pour les populations, la croissance et le développement économique et social des pays membres ». Enfin, ils « s'accordent à conférer à l'UpM un rôle renforcé dans la future configuration de la politique européenne de voisinage ». (*Fathi B'Chir*)

Abonné: UNION FOR THE MEDITERRANEAN, BARCELONA
COPYRIGHT AGENCE EUROPE© Toute distribution illégale sera poursuivie.